



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les dispositions réglementaires
applicables aux installations pyrotechniques exploitées par la société TITANOBEL
sur le territoire de la commune de Moutiers**

N° 2023-0376
AIOT 0006200092

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1999-219 du 10 septembre 1999 modifié réglementant l'exploitation des installations industrielles de la société TITANOBEL situées au lieu-dit « Bois Saint Martin » sur le territoire de la commune de Moutiers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour des installations exploitées par la société TITANOBEL à Moutiers ;

Vu la demande du 20 janvier 2023, complétée par le courrier du 25 septembre 2023, déposée par la société TITANOBEL, de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2007-625 du 7 août 2007 relatives à la hauteur du merlon en façade des 2 dépôts ;

Vu le rapport final (Ineris - 218298 - 2773305 - v2.0) de la tierce expertise de la hauteur des merlons réalisée par l'INERIS le 19 septembre 2023 ;

Vu le porter à connaissance du 15 avril 2023, déposé 24 avril 2023 par la société TITANOBEL, relatif à la modification des installations pyrotechniques qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Moutiers avec en particulier la mise à l'arrêt définitif de l'activité de fabrication d'explosif nitrate fioul et le déplacement des installations de stockage et dégroupage des détonateurs ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est 2023-864 du 6 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 6 mai 2025 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral émises le 19 mai 2025 ;

Considérant que les modifications portées à la connaissance de l'autorité administrative n'engendrent pas de risque supplémentaire vis-à-vis des populations ;

Considérant que les modifications, qui ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, peuvent être qualifiées de notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que ces modifications nécessitent d'adapter les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n°1999-219 du 10 septembre 1999 modifié réglementant l'exploitation des installations industrielles de la société TITANOBEL à Moutiers ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients significatifs ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La Société TITANOBEL, dont le siège social est situé Rue de l'Industrie à Pontailler-Sur-Saône (21270), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations pyrotechniques situées au lieu-dit « Bois Saint Martin » - RD 613 sur le territoire de la commune de Moutiers (54660), sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté modifiant et complétant les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié ainsi que l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires MMR n° 2007-625 du 7 août 2007.

Article 2 : Tableau de classement des activités

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations exploitées figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacités strictement limitées à :	Régime ⁽¹⁾
4220-1	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 500 kg.	<i>Données non publiables (cf. annexe confidentielle)</i>	A SSH
2793-2-b	Installation de collecte, transit, regroupement tri, ou autre traitement de déchets de produits explosifs (hors des lieux de découverte). 2. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets de produits explosifs . b) La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 100 kg.	Produits en attente de destruction	DC
4701-1	Nitrate d'ammonium 1. Nitrate d'ammonium et mélanges à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - comprise entre 24,5 % et 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,4 % de substances combustibles ; - supérieure à 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,2 % de substances combustibles. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes.	<i>Données non publiables (cf. annexe confidentielle)</i>	NC

(1) :

A : autorisation – SSH : Seveso seuil haut au sens de l'article R. 511-10 du CE

D : déclaration – C : soumis au contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du CE

NC : capacité de l'activité sous le seuil réglementaire de classement ICPE

Article 3 : Modifications d'articles de l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999

Les articles de l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié référencés dans le tableau ci-dessous font l'objet des modifications suivantes :

Référence prescription de l'AP 1999-219	modifications
TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
article 3	Le contenu est remplacé par le contenu suivant : « Les équipements et l'exploitation seront conformes aux termes et documents du dossier de mise à jour de l'étude des dangers, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté. »
article 5	Les mots « atelier et » sont supprimés Le dernier alinéa est abrogé
Matières premières articles 6 et 7	Les articles sont abrogés

Matériel article 8	L'article est abrogé
Ventilation article 10	L'article est abrogé
Lutte contre l'incendie article 16	Le paragraphe b) est abrogé
Télésurveillance articles 18 à 20	Les articles sont abrogés
TITRE II – RÈGLEMENT GÉNÉRAL ET CONSIGNES	
TITRE II articles 21 à 29	Les articles du TITRE II sont abrogés
TITRE III – CONDITIONS GÉNÉRALES AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE LES BÂTIMENTS	
Répartition des bâtiments et conditions d'isolement articles 30	L'article est abrogé
Aires de chargement et de déchargement article 32	Le contenu est remplacé par le contenu suivant : « Les aires de chargement et de déchargement des camions sont matérialisées au sol par une signalisation appropriée. Les emplacements de ces aires sont déterminés conformément à l'étude de dangers de l'établissement. »
Stockage du nitrate d'ammonium article 33	Le troisième alinéa « Les livraisons de nitrate d'ammonium pendant la fabrication sont interdites » est abrogé
Mode de construction article 35	L'article est abrogé
Sols, parois plafonds, caniveaux, gaines de ventilation et chauffage article 37	Le Titre « Sols, parois, plafonds, caniveaux et gaines d'évacuation » est remplacé par le titre « Sols, parois plafonds, caniveaux, gaines d'évacuation et chauffage » Le contenu de l'article est remplacé par le contenu suivant : « Les produits explosifs sont stockés dans des locaux strictement réservés à ces produits. Les locaux où sont stockés les explosifs sont conçus de sorte qu'aucune réaction dangereuse ne puisse se produire en cas de contact, choc ou frottement avec les sols, parois, plafonds ou charpentes, dont les matériaux et revêtements sont adaptés aux produits présents. Le sol et les murs des locaux de stockage et de prélèvements et reconditionnement sont faciles à nettoyer. Afin d'éviter tout confinement susceptible d'aggraver les risques, un espace libre d'au moins un mètre est laissé entre le sommet des stockages et le plafond. En phase normale de fonctionnement, les bâtiments dans lesquels sont stockés ou reconditionnés des produits sont convenablement ventilés. Les orifices de ventilation sont conçus et disposés de façon à ne pas permettre

	<p>l'introduction dans les bâtiments de substances susceptibles d'initier une réaction des produits stockés ainsi que la pénétration d'animaux. Ces dispositifs sont nettoyés régulièrement en vue de prévenir toute accumulation de matières dangereuses.</p> <p>Les dispositifs de chauffage ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de flammes.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes est réalisé par toute méthode sûre et indirecte telle que eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent et dont la source se situe en dehors des locaux de stockage. L'utilisation de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est notamment interdite. Il est interdit d'assurer la production d'air chaud par circulation d'air autour d'une chambre de combustion. »</p>
Issues et dégagements article 38	L'article est abrogé
article 41	Les deux derniers alinéas sont abrogés
TITRE IV – PRÉVENTION DES RISQUES D'ORIGINE ÉLECTRIQUE OU ÉLECTROSTATIQUE	
Matériels portatifs et mobiles articles 50 et 51	Les articles sont abrogés
Foudre article 53	<p>Le contenu est remplacé par le contenu suivant :</p> <p>« Les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables.</p> <p>En particulier une analyse des risques foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. »</p>
Foudre article 54	L'article est abrogé
Foudre article 55	<p>Le contenu est remplacé par le contenu suivant :</p> <p>« L'installation des protections fait l'objet d'une vérification visuelle annuelle par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification. »</p>

Précautions contre l'électricité statique article 56	Le contenu est remplacé par le contenu suivant : « Lors de la manipulation de produits explosifs sensibles à des décharges d'électricité statique dans les conditions de cette manipulation, celle-ci est organisée afin d'éviter les effets de ces décharges en utilisant des dispositifs propres à assurer l'écoulement des charges électriques susceptibles de se former. »
TITRE V – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	
Effluents aqueux article 60	Le contenu est remplacé par le contenu suivant : « Il n'y a pas de rejet d'eaux de process. Les eaux sanitaires sont traitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif. L'épandage de tout effluent est interdit. »
Epandage articles 61 à 67	Les articles sont abrogés
Surveillance épandage articles 69 et 70	Les articles sont abrogés
TITRE VII – BRUIT	
article 76	Le contenu est remplacé par le contenu suivant : "L'inspection des installations peut demander à l'exploitant de faire réaliser à ses frais un contrôle des niveaux de bruit par un organisme qualifié."
TITRE VIII – DECHETS	
Préambule	La phrase introductive est remplacé par la phrase suivante : « Les déchets seront traités dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. »
Déchets pyrotechniques article 77	L'alinéa suivant est ajouté : « La destruction de déchets pyrotechniques est interdite. »
Déchets pyrotechniques articles 79 et 81	Les articles sont abrogés (article 78 déjà abrogé par APC 2015-0801)
article 83	La mention « au titre de la loi du 19 juillet 1976 » est supprimée
TITRE IX – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ATELIER DE FABRICATION NITRATE FUEL	
	Titre supprimé
TITRE X – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DÉPÔTS D'EXPLOSIFS	
Conservation des matières et objets explosifs article 92	L'article est abrogé
Conservation des matières et objets explosifs	La première phrase est remplacée par la phrase suivante : « Pour l'exploitation des dépôts, l'exploitant doit respecter les règles de

article 98	sécurité en vigueur. »
Conservation des matières et objets explosifs article 99	Le 2 ^{ème} alinéa est remplacé par l'alinéa suivant : « La manipulation et la distribution des détonateurs est interdite à l'intérieur du dépôt D3. Elles ne doivent être confiées qu'à des personnes expérimentées, choisies et désignées nommément par le préposé responsable du dépôt D3. Ces opérations auront lieu conformément à une consigne affichée à l'intérieur du local D3bis dédié aux opérations de prélèvement ou de reconditionnement, ou plus généralement toute ouverture d'emballage. »
Registres article 100	Les alinéas suivants sont ajoutés : « L'état des matières stockées est mis à jour de manière quotidienne et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. » « Un inventaire des stocks de produits explosifs est réalisé toutes les deux semaines »
Registres articles 101 à 104	Les articles sont abrogés
Moyens de secours articles 106 à 113	Les articles sont abrogés
Distances d'isolement articles 114 à 116	Les articles sont abrogés
TITRE XII - DIVERS	
articles 117 et 119	Les articles sont abrogés
article 120	La référence « à l'article 1 ^{er} de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 » est remplacé par la référence : « à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ».
article 121	La référence « Par application de l'article 20 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 » est supprimée

Article 4 : Modification d'articles de l'arrêté préfectoral n° 2007-625 du 7 août 2007

L'article de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires MMR n° 2007-625 du 7 août 2007 référencés dans le tableau ci-dessous fait l'objet des modifications suivantes :

Référence prescription de l'AP 2007-625	modification
article 1	L'alinéa « La hauteur du merlon H doit être suffisante pour que H2 soit supérieure ou égale à deux mètres. » est remplacé par : l'alinéa « La hauteur du merlon H doit être suffisante pour que H2 soit supérieure ou égale à cinquante centimètres. » L'avant dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant : « L'inspection des installations classées peut faire procéder à tout moment, aux frais de l'exploitant, à un relevé topographique par un géomètre qualifié. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la demande. »

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 7 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société TITANOBEL

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Val-de-Briey
- Monsieur le maire de Moutiers

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le 16 JUIN 2025

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN